

La politique étrangère de l'Union patine

Union européenne Cette semaine, les États membres ont affiché leurs divergences sur plusieurs sujets.

Analyse Maria Udrescu

L'Union européenne dispose-t-elle encore d'une politique étrangère ? La question pourrait se poser, tant les États membres ont étalé leurs divergences sur plusieurs sujets ce lundi, tels que la situation au Venezuela, la migration ou encore le ton à adopter face à la Russie, affichant ainsi leur incapacité à parler d'une seule voix sur la scène internationale. *"Un consensus entre les Vingt-huit est nécessaire pour forger formellement une politique étrangère européenne, ce qui a toujours été un exercice difficile"*, explique Steven Blockmans, du Centre for European Policy Studies. La multiplication des contradictions diplomatiques au sein de l'UE cette semaine n'est donc pas inédite et résulte d'un malheureux hasard du calendrier. Elle n'en est pas moins symptomatique d'une Union *"dont l'environnement politique est en mutation et se fragmente"*, estime Giovanni Grevi, directeur du programme "Europe in the world", à l'European Policy Centre.

La question vénézuélienne divise l'Italie et l'Union

Lundi, seuls dix-neuf États membres ont reconnu l'opposant Juan Guaidó comme président par intérim du Venezuela, suite à l'expiration dimanche, de l'ultimatum lancé par six pays européens (France, Allemagne, Royaume-Uni, Espagne, Portugal et Autriche) au chef de l'État vénézuélien Nicolas Maduro, lui enjoignant de convoquer une nouvelle élection présidentielle. Ces réactions en ordre dispersé ont mis en évidence le silence de l'Union sur un sujet sur lequel elle s'est déjà positionnée par le passé, en adoptant des sanctions économiques contre Caracas.

Une position européenne a été impossible à adopter cette fois, puisqu'elle n'existe pas. La Grèce reste le seul État membre à soutenir le régime

chaviste, fidélité de gauche oblige. L'Italie a jugé, par la voix de son Premier ministre, Giuseppe Conte, qu'il n'était pas *"opportun de se précipiter à reconnaître des investitures comme celle de M. Guaidó, qui n'ont pas été validées par un processus électoral"*. En réalité, cette position italienne est due à des divergences entre les membres de la coalition au pouvoir à Rome, La Ligue (extrême droite) ayant exprimé son soutien à M. Guaidó, contrairement aux populistes du Mouvement 5 Étoiles (M5S). D'autres États, dont l'Irlande, la Suède, la Finlande, ont refusé de se jeter à l'eau. La Belgique a, elle, simplement exprimé un *"soutien à Juan Guaidó dans sa mission d'organiser de nouvelles élections libres et transparentes"*.

La réunion avec la Ligue arabe reste sans conclusions

Toujours lundi, les ministres des Affaires étrangères européens et les représentants de la Ligue arabe s'étaient donné rendez-vous à Bruxelles pour préparer le sommet UE-Ligue arabe prévu les 24 et 25 février à Charm el-Sheikh, où seront abordés des défis communs tels que le terrorisme, le changement climatique et (surtout) la migration. Aucune conclusion n'a toutefois suivi cette rencontre. En cause: le refus de la Hongrie et de la Pologne d'y mentionner... la question migratoire, un thème pourtant crucial, à l'heure où l'Union tente de convaincre les pays nord-africains de prendre part à la gestion de la crise migratoire.

Quelle position européenne face à la Russie ?

Cinq jours après que Washington et Moscou ont décidé de suspendre leur participation au traité sur les armes nucléaires de portée intermédiaire (INF), la réaction européenne se fait attendre. Or, si l'UE n'y figure pas en tant que telle comme signataire, *"l'Europe est probablement celle qui a le plus bénéficié de ce traité"*, avait affirmé vendredi M^{me} Mogherini, avant d'annoncer la publication d'une déclaration commune

aux Vingt-huit, *"dans les prochaines heures"*. Et depuis ? Plus rien. D'après Politico, un projet de texte a été bloqué lundi par des pays de l'UE non membres de l'Otan, le considérant trop sévère à l'égard de Moscou.

"Sur la Russie, vous avez d'un côté le groupe de la 'guerre froide' (allant des États baltes à la Pologne) et de l'autre, les 'chevaux de Troie', dont Chypre, qui promeuvent les intérêts russes dans l'UE. Entre les deux, il y a un groupe 'agnostique', dont fait partie l'Allemagne qui souffle le chaud et le froid sur la Russie", note M. Blockmans.

Une politique étrangère affectée par la fragmentation politique de l'UE

Reste une victoire de la politique étrangère européenne à noter cette semaine: l'UE a entériné l'entité créée par Paris, Berlin et Londres pour commercer avec Téhéran malgré les sanctions américaines rétablies en 2018. Et de manière générale, *"l'épisode honteux"* de lundi dernier n'enlève rien au fait que *"la politique étrangère de l'Union se poursuit dans d'autres domaines"*, précise M. Blockmans. *"S'il y a un pouvoir que l'UE exerce le plus efficacement dans le monde, c'est celui de l'argent, que ce soit de manière négative (sanctions financières) ou positive (aide au développement, accords commerciaux)."*

Mais ce type d'épisodes risque de se répéter, tant *"les politiques nationales au sein de l'UE sont de plus en plus polarisées"*, ce qui risque de rendre de plus en plus difficile l'adoption d'une position européenne à l'unanimité des Vingt-huit, note M. Grevi. Si la prise de décisions en matière de politique étrangère à la majorité qualifiée pourrait théoriquement être une solution au blocage, l'idée ne semble pas recueillir... l'unanimité des Vingt-huit nécessaire à son implémentation. Selon M. Grevi, *"le système décisionnel est dans l'impasse. S'il est impossible d'avancer à Vingt-huit, les progrès se feront de plus en plus à travers des coalitions d'États membres qui décideront de prendre le lead. Ce qui ne serait pas bénéfique pour la politique étrangère européenne en tant que telle"*.